

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Nouailles
78000 Versailles

Versailles, le 14/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ERMELEC

11 rue de Rouen
78440 PORCHEVILLE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2022 dans l'établissement ERMELEC implanté 11 rue de Rouen 78440 PORCHEVILLE. L'inspection a été annoncée le 10/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ERMELEC
- 11 rue de Rouen 78440 PORCHEVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0006520644
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Créée en 1989 et implantée depuis 2010 sur la commune de Porcheville, la société ERMELEC est spécialisée dans la fabrication des systèmes de suspension de faux-plafonds, elle est aujourd'hui l'un des leaders Européens de ce type de produit. Elle réalise les activités suivantes:

- Cisailage et mise en forme de fils et de tôles métalliques ;
- Traitement de surface par électro-zingage en continu.

L'activité du site relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565- 2a (traitement de surfaces) et est encadrée par l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données à l'arrêté de mise en demeure du 04/09/20 ;

- suites données à l'inspection précédente (31/07/20) ;
- la prévention du risque industriel ;
- la prévention de la pollution atmosphérique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 8.2.4	/	Lettre de suite préfectorale
Contrôle des niveaux de bruit et de l'émergence	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 71.1 et 71.2	/	Lettre de suite préfectorale
Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 9.2.1	/	Lettre de suite préfectorale
Fonctionnement du laveur	Autre du 21/02/2017, article Tableau 11 de l'étude de dangers	/	Lettre de suite préfectorale
Alarme niveau bas rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Extinction automatique du recuit du fil	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 8.2.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Sans objet
Comportement au feu des bâtiments	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 8.2.1	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Sans objet
Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	/	Sans objet
Substances extrêmement préoccupantes	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 6.2.2	/	Sans objet
Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 8.5.4	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Sans objet
Dispositif asservissant l'arrêt du chauffage des cuves	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention pollution en cas de fuite	Autre du 21/03/2017, article Tableau 11 de l'étude de dangers		Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société a été mise en demeure le 4 septembre 2020 de :

- justifier de la conformité, en matière de résistance au feu, des éléments constructifs de l'installation ;
- rédiger les consignes d'exploitation.

La visite objet du présent rapport a permis de constater le respect de cet arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté un plan du site faisant apparaître les différentes zones de stockage et de production ainsi que l'emplacement des extincteurs, des commandes des trappes de désenfumage, des armoires électriques et transformateurs et de la chaufferie. Aucune zone ATEX n'est recensée.</p> <p>Les stockages des produits chimiques (acide sulfurique, sulfate d'aluminium, zinc, sulfate de zinc, acide nitrique et Ecotri HC2) sont clairement indiquées. Les pictogrammes de danger des substances dangereuses ne sont pas repris.</p> <p>L'inspection constate que le plan est affiché à plusieurs endroits du site.</p> <p>Par courriel du 04/03/22, l'exploitant a transmis une nouvelle version de ce plan pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - intégrer les pictogrammes de sécurité au niveau des différentes zones de stockage de substances dangereuses ; - supprimer l'indication de la présence d'acide nitrique, qui a été vendu depuis l'inspection et qui n'est plus stocké sur site ; - ajouter la composition des bains au niveau du local de traitement de surface.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Comportement au feu des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu des bâtiments
Prescription contrôlée : NC1 relevée le 31/07/20 : "L'exploitant doit justifier, dans un délai de 6 mois, de la conformité en matière de résistance au feu des éléments constructifs mentionnés dans l'article 8.2.1 de l'APAUTO." Article 1 de l'APMD du 04/09/2020 : « Article 1er : La société ERMELEC, dont le siège social est situé à Porcheville (78440) 11 rue de Rouen, est mise en demeure, pour son établissement situé à la même adresse, de respecter, dans le délai de six mois à compter de la notification de la présente décision : <ul style="list-style-type: none">• les prescriptions de l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 janvier 2018, en justifiant la conformité, en matière de résistance au feu, des éléments constructifs mentionnées dans cet article ; [...] » Article 8.2.1 : "Les dispositions constructives de chacun des halls et du local TS sont présentées dans le tableau ci-dessous. Cf tableau Les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant au niveau du stockage de cartons et emballages permettent de réduire les potentiels de dangers. Dans le hall 1, concernant la zone de stockage des cartons et emballages : <ul style="list-style-type: none">• Cette zone, matérialisée, est entourée de 3 murs coupe-feu 2h sur une hauteur de 4 m ;• Un espace de 5 m de longueur, en permanence libre de tout matériau combustible, sépare la zone de stockage des autres activités internes au bâtiment ; Les quantités de matières combustibles stockées sont limitées à 2 semaines d'exploitation ; Aucun flux de 8 kW ne sort des limites de propriétés du fait de la présence des murs coupe-feu 2h autour de la zone de stockage de cartons. Dans le hall 3, concernant la chaîne de traitement de surface Les éléments de construction du local de traitement de surface (dalle, murs et plafond) et du local de recuit présentent un degré de résistance coupe-feu 2h ; Le mur situé entre les halls 2 et 3 présente un degré coupe-feu 2h. I - Les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques des équipements, des procédés ou des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation doivent être constituées de matériaux permettant de réduire les risques de propagation d'un incendie au strict minimum, et présentent les caractéristiques de faible réaction et de résistance au feu minimale suivantes : <ul style="list-style-type: none">• matériaux de classe A1 ou A2 s1 d1 selon NF EN 13 501-1 ;• murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;• planchers REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;• portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et• leurs dispositifs de fermeture EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures).• (R : capacité portante, E : étanchéité au feu, I : isolation thermique.) Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et tuyauteries, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la

disposition de l'inspection des installations classées.

Les dispositions nécessaires sont prises afin d'éviter la propagation d'un incendie par le système de ventilation.

II - Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès."

Constats : L'exploitant présente le rapport n°22.860.POB.03286.00.K du 01/02/22 réalisé par l'APAVE suite à son intervention du 27/01/22. Ce rapport conclut que :

- la zone cartons est entourée par 3 murs coupe-feu 2h de 4,20m de hauteur selon le PV n°09-A-333 n°6 (PV non présenté lors de l'inspection) ;
- suite aux travaux pour calfeutrer par une mousse intumescente les traversées de chemins de câbles électriques et pour ne plus faire traverser les descentes d'eau pluviales, le mur séparatif entre le hall 2 et le hall 3 est coupe-feu 2h selon les PV n°09-A-333 n°6 et n°RS9-023 n°7 (PV non présentés lors de l'inspection) ;
- le local de traitement de surface est constitué de plancher, de clapets au niveau des conduits d'air et de portes coupe-feu 2h selon les PV n°09-A-334 n°8B, n°RS9-023 n°7, n°12-A-129 et n°29/01.14 (PV non présentés lors de l'inspection). Les murs sont également coupe feu, à l'exception de 2 trous pour le passage du fil ;
- à l'exception de 2 trous pour le passage du fil, l'encoffrement du module de recuit ainsi que les 2 clapets et la trappes sont coupe-feu 2h selon les PV n°06-A-315 et l'avis chantier EFR-14-001446 (PV et avis non présenté lors de l'inspection).

L'inspection constate lors de la visite que :

- le stockage dans la zone carton ne dépasse pas la hauteur des murs coupe-feu ;
- les traversées des chemins de câbles électrique ont été calfeutrées ;
- les conduits d'eaux pluviales ne traversent plus le mur de séparation des hall 2 et 3 et les trous ont été rebouchés.

Conclusion : la non-conformité 1 relevée lors de la précédente inspection et le premier point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04/09/2020 sont respectés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Extinction automatique du recuit du fil

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte et de protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : Observation n°2 relevée le 31/07/20 : "En ce qui concerne la mise en place d'un dispositif d'extinction automatique dans la partie recuit du fil l'exploitant doit, sous 6 mois, justifier que : <ul style="list-style-type: none">• l'extincteur (type, charge) et le sprinkler qui lui est associé permet d'éteindre tout départ de feu dans l'enceinte de recuit du fil,• la fixation de l'extincteur puisse assurer le maintien de l'extincteur en cas de fonctionnement de celui-ci." Art 8.2.4 : "L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] <ul style="list-style-type: none">• d'un dispositif d'extinction automatique dans la partie traitement de surface et recuit du fil [...] Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur." Constats : L'exploitant a présenté la solution envisagée comme système d'extinction automatique du recuit du fil, à savoir un extincteur automatique fixé à l'encoffrement. Selon lui, un extincteur d'1kg de poudre serait suffisant pour éteindre un feu dans l'enceinte du four (volume de 0,1m3). A noter que le local est équipé d'une détection incendie. Par courriel du 04/03/22, l'exploitant a transmis une note de calcul pour présenter la solution envisagée et son dimensionnement. Cette solution répond à la prescription de l'article 8.2.4 susvisée. Conclusion : L'observation n°2 relevée le 31/07/20 est requalifiée de la manière suivante : L'exploitant transmet la preuve de l'installation de l'extincteur pendulaire à poudre automatique au niveau du recuit du fil.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte et de protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : Observation n°3 relevée le 31/07/20 : "L'exploitant devra, sous 3 mois, faire réaliser un essai simultané des trois poteaux incendie afin de s'assurer qu'ils puissent délivrer 240 m3/h d'eau sous une pression dynamique de 1 bar sans dépasser 8 bars." Art 8.2.4 : "L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une prescription des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;• d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service

d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils permettant de fournir au moins 240 m³/h d'eau sous une pression dynamique de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les besoins en eau nécessaire au fonctionnement éventuel des installations fixes du site peuvent être pris sur le réseau d'adduction sous réserve que les sapeurs pompiers disposent d'un débit de 240 m³/h en cas de sinistre.

En cas d'impossibilité de fournir la totalité des besoins en eau par le réseau sous pression, le volume d'eau mobilisable sur 2 heures peut-être fourni jusqu'à 1/3 par des réserves incendie de préférence enterrées en veillant à :

- assurer 1/3 des besoins en eau obligatoirement par le réseau surpressé, les hydrants devant se trouver à moins de 200 mètres de l'entrée la plus éloignée, le deuxième tiers des besoins en eau à moins de 400 mètres, le dernier tiers des besoins en eau à moins de 800 mètres,
- permettre la mise en station des engins pompes auprès de ces réserves, par la création d'une plateforme d'aspiration présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 130 kN et ayant une superficie minimale de 32 m² (8m x 4m) par 120 m³ de réserve, desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres, stationnement exclu,
- limiter la hauteur géométrique d'aspiration à 6 mètres dans le cas le plus défavorable,
- veiller à ce que le volume d'eau contenu soit constant en toute saison,
- signaler les réserves d'incendie au moyen de pancarte toujours visible.

[...]

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur."

Constats : L'exploitant présente le rapport de contrôle des poteaux incendie réalisé par VEOLIA le 27/02/17. Celui-ci conclut que les poteaux délivrent un débit suffisant en simultané (120, 120 et 60 m³).

Aucun contrôle en simultané n'a été réalisé depuis.

Les contrôles des poteaux pris individuellement sont suivis par la Mairie. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport de contrôle lors de l'inspection.

Il est rappelé à l'exploitant que, conformément à l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral du 08/01/18, l'exploitant doit être en mesure de justifier de la disponibilité des besoins en eau du site, à savoir 240 m³/h. Aussi, lorsque plusieurs poteaux concourent à la défense incendie du site, un contrôle des débits délivrés en simultané doit être réalisé annuellement.

Conclusion :

L'observation n°3 relevée lors de l'inspection du 31/07/20 est requalifiée de la manière suivante :

NC1 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la disponibilité des besoins en eau du site (240 m³/h).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Gestion des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Produits chimiques, Gestion des produits
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.</p>
<p>Constats : L'exploitant présente un état des stocks des substances dangereuses datant du 07/02/2022. Celui-ci indique pour chaque substance sa nature, son état physique, la quantité stockée et son emplacement.</p> <p>Il pourrait utilement être complété par les phrases de risque et/ou pictogrammes associés.</p> <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none">• la quantité d'acide sulfurique stocké à proximité du recuit et de l'atelier de traitement de surface est cohérente avec la quantité indiquée sur l'état des stocks ;• un affichage, indiquant la substance et les pictogramme de danger, est présents sur les différentes cuves de stockage et de traitement de surface.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Substances extrêmement préoccupantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 6.2.2
Thème(s) : Produits chimiques, Substances extrêmement préoccupantes
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement 1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées. Constats : Une seule substance candidates à l'autorisation REACH est utilisée sur le site : le dinitrate de cobalt (n°CAS : 10141-05-6). Cette substance est présente sur site sous la forme du produit Ecotri HC2 dans une version dite pure (concentration comprise en 5 et 10%) et dans une version dite diluée à 12% (concentration inférieure à 1,5%). L'exploitant indique qu'il ne reste sur site qu'un bidon de 20kg de la version dite pure qu'une cuve de 2300 litres de la version dite diluée. Il prévoit de tout éliminer comme déchet. L'inspection constate la présence du bidon de 20kg. L'exploitant présente la FDS de l'ECOTRI HC2 (version pure) réalisée par Atotech le 07/10/16. Celle-ci est en français et au format du règlement CLP. La FDS associe 4 pictogrammes de danger, dont ceux correspondant à la classification harmonisée du dinitrate de cobalt. L'exploitant présente également un extrait de la FDS de la version dite diluée du produit. L'exploitant n'a recours à aucune substance soumise à l'autorisation REACH.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 8.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : NC2 relevée le 31/07/20 : "L'exploitant doit avoir rédigé, dans un délai de 6 mois, les consignes d'exploitation mentionnées dans l'article 8.5.4. de l'AP du 08/01/2018." Art 1 APMD du 04/09/20 : "La société [...] est mise en demeure [...] de respecter dans un délai de 6 mois [...] les prescriptions de l'article 8.5.4 de l'APAUTO du 08/01/18 en rédigeant les consignes d'exploitation mentionnées dans cet article." Art 8.5.4 de l'APAUTO : "I. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">• les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;• l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;• les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux

de fluides),

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

II. Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets.

Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.

III. Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de cyanures, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques.

Ceux-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains. Dans le cas où l'ajustement de la composition des bains est fait à partir de solutions disponibles en conteneur et ajoutées par des systèmes automatiques, la quantité strictement nécessaire est un conteneur."

Constats : L'exploitant présente les procédures suivantes :

- n°41 : Consignes générales de sécurité du 23/10/19 ;
- n°39 : Gestion des substances chimiques utilisées sur la ligne Fabfil du 21/12/21 ;
- n°20 : Conduite à tenir en cas d'accident de décembre 2021.

Ces procédures reprennent les éléments listés à l'article 8.5.4 de l'APAUTO du 08/01/18, à l'exception des contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Selon l'exploitant, un tableau excel recense l'ensemble des vérifications quotidiennes à réaliser. Ce tableau n'a pas été présenté lors de l'inspection.

Néanmoins, par courriel du 04/03/22, l'exploitant transmet à l'inspection une capture d'écran de ce tableau excel. Il est notamment indiqué que l'arrêt de la ligne de traitement de surface doit être actionné chaque soir par l'un des capteurs listés sur la "check-list capteurs FABFIL". Celle-ci recense 43 capteurs et indique leur emplacement, leur fonction, les effets prévus et la méthode d'essai. Selon l'exploitant, ce mode opératoire permettra de tester l'ensemble des capteurs en environ deux mois.

Conclusion : La non-conformité 2 relevée le 31/07/20 est levée et le second point de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 04/09/20 est respecté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle des niveaux de bruit et de l'émergence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 7.1.1 et 7.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution sonore

Prescription contrôlée :

Observation 4 relevée le 31/07/20 : "L'exploitant doit procéder, dès que la chaîne de traitement fonctionnera en continue, à une mesure du niveau de bruit et de l'émergence par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation."

Art 71.1 : "L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solarienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée."

Art 71.2 : "Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté."

Constats : L'exploitant a indiqué que le contrôle des niveaux de bruit n'avait pas encore été réalisé.

Il ajoute que la société ne fonctionne pas de nuit et que l'habitation située à proximité n'est plus occupée.

Conclusion : L'observation n°4 relevée le 31/07/20 est requalifiée de la manière suivante :

NC2 : Aucune mesure du niveau de bruit et de l'émergence n'a été réalisée depuis la mise en service de l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2018, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Observation 1 relevée le 31/07/20 : "L'exploitant doit procéder, dès que la chaîne de traitement fonctionnera en continue, à un contrôle des émissions atmosphériques et transmettre à l'inspection le résultat de ce contrôle dès réception." Article 9.2.1. AP du 08/01/2018 : "La surveillance des rejets dans l'air porte sur : <ul style="list-style-type: none">• le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;• les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation est réalisée au moins une fois par an par un extérieur selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent. Les mesures portent sur les paramètres indiqués à l'article 3.2.4. Les mesures portent sur les rejets en sortie du laveur de gaz de la chaîne de traitement de surface. Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence."
Constats : L'exploitant déclare que la chaîne de traitement de surface fonctionne réellement depuis 2021. Aucune campagne de surveillance des rejets atmosphériques n'a été réalisée depuis la mise en service de l'installation. L'exploitant présente la commande n°220206 du 16/02/2022 auprès de la société Ermek SA pour un contrôle prévu au premier trimestre. Par courriel du 04/03/22, l'exploitant indique que le contrôle est programmé le 01/04/22. Conclusion : L'observation 1 relevée le 31/07/20 est requalifiée de la manière suivante : NC3 : Aucune campagne de surveillance des rejets atmosphérique n'a été réalisée depuis la mise en service de l'installation. L'exploitant transmet à l'inspection, dès réception, le rapport de contrôle de rejets atmosphériques prévu d'ici mi-mars 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Fonctionnement du laveur

Référence réglementaire : Autre du 21/02/2017, article Tableau 11 de l'étude de dangers
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Tableau 11 de l'étude de dangers - scénario résiduel retenu S8 : <ul style="list-style-type: none">- évènement redouté : pollution atmosphérique- phénomène initiateur : arrêt de la ventilation (laveur de gaz)- phénomène redouté : rejets atmosphériques non conformes- mesures de prévention : entretien du laveur et mesures annuelles de vérification- mesure de protection ou d'intervention : un arrêt du laveur entraîne l'arrêt de la chaîne de TS
Constats : L'exploitant n'a pas présenté de procédure relative à l'entretien du laveur de gaz. De plus, il n'a pas étudié la possibilité de réaliser des tests pour s'assurer que l'arrêt du laveur entraîne bien l'arrêt de la chaîne de traitement de surface. La capture d'écran du tableau excel relatif aux contrôles journaliers de la ligne de production transmis par courriel du 04/03/22 recense 8 vérifications (nettoyage de la tour, du séparateur et des gicleurs, serrage des boulons et vannes, contrôle du pHmètre, changement de la solution de neutralisation, vérification de l'absence de corps étranger, campagne de mesure des rejets atmosphériques) à réaliser à des fréquences allant de 1 mois à 1an. Conclusion : NC4 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des procédures de test pour s'assurer que l'arrêt du laveur entraîne bien l'arrêt de la chaîne de traitement de surface.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Alarme niveau bas rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.
Constats : La rétention associée à la ligne de traitement de surface est équipée d'un déclencheur d'alarme en point bas. N'ayant pas étudié de mode opératoire, l'exploitant n'a pas autorisé la réalisation d'un test de fonctionnement de ce dispositif de sécurité. Néanmoins, selon la capture d'écran du fichier excel transmise le 04/03/22 indique clairement qu'un contrôle doit être réalisé pour détecter les fuites au niveau des bacs de rétention, des robinets et des canalisations. La check-list des capteurs FABFIL prévoit également le test du détecteur. Selon celle-ci, le dispositif est relié à une alarme visuelle et sonore et entraîne l'arrêt de la ligne (tréfileuse et traitement de surface) et de la pompe de traitement d'eau. L'inspection constate que le dispositif est placé au centre de la rétention et est donc assez éloigné de certaines cuves. Il serait pertinent d'équiper cette longue rétention de plusieurs dispositifs afin de s'assurer qu'une fuite, même sur un bac éloigné, soit bien détectée. L'inspection constate également que le premier bain est constitué d'eau et que l'exploitant considère ce bain comme basique (affichage sur la cuve). Les bains suivants sont considérés comme acides (affichages sur les cuves). La compatibilité des substances placées sur une même rétention n'est pas garantie. Conclusion : NC5 : La rétention de la chaîne de traitement de surface est associée à des produits dont la compatibilité n'est pas garantie. L'exploitant devra évaluer le risque lié au mélange des substances présentes dans les différents bains.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Dispositif asservissant l'arrêt du chauffage des cuves

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de sécurité
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que des tests des dispositifs de sécurité permettant de détecter un manque de liquide dans les bains de traitement de surface et d'asservir l'arrêt du chauffage sont régulièrement réalisés. Néanmoins, selon la capture d'écran du fichier excel transmise le 04/03/22 indique clairement qu'un contrôle des niveaux des bains, de la propreté et mobilité des flotteurs doivent être réalisés. Elle indique également que l'arrêt de la ligne de traitement de surface doit être actionné chaque soir par l'un des capteurs listés sur la "check-list capteurs FABFIL". Celle-ci recense 43 capteurs et indique leur emplacement, leur fonction, les effets prévus et la méthode d'essai. Selon l'exploitant, ce mode opératoire permettra de tester l'ensemble des capteurs en environ deux mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention pollution en cas de fuite

Référence réglementaire : Autre du 21/03/2017, article Tableau 11 de l'étude de dangers
Thème(s) : Produits chimiques, Pollution
Prescription contrôlée : Tableau 11 de l'étude de dangers - scénario résiduel retenu S7 : <ul style="list-style-type: none">- évènement redouté : pollution accidentelle- phénomène initiateur : fuite sur la cuve de refroidissement du fil- phénomène redouté : pollution des sols (hall 3)- mesures de prévention : entretien du matériel, vérification annuelle de l'état de la cuve, quantité limité (max 2000L)- mesure de protection ou d'intervention : absorbant à disposition, le refroidissement du il est implaté dans le local CF2h en rétention Tableau 11 de l'étude de dangers - scénario résiduel retenu S4 : <ul style="list-style-type: none">- évènement redouté : pollution accidentelle- phénomène initiateur : rupture d'un contenant de produit chimique à la livraison ou au dépotage- phénomène redouté : pollution des sols (hall 3)- mesures de prévention : formation du personnel au risque chimique, permis cariste- mesure de protection ou d'intervention : absorbant à disposition, rétention mobile mise en place à chaque manipulation dans le hall 3 Tableau 11 de l'étude de dangers - scénario résiduel retenu S3 : <ul style="list-style-type: none">- évènement redouté : pollution accidentelle- phénomène initiateur : fuite hydraulique- phénomène redouté : pollution des sols (hall 2)- mesures de prévention : entretien du matériel, vérification annuelle de l'état des machines, quantité limité (max 300L)- mesure de protection ou d'intervention : absorbant à disposition, rétention sous les groupes hydrauliques, arrêt des machines si baisse de pression de l'huile hydraulique, formation du personnel
Constats : L'inspection constate la présence de produits absorbant dans le hall 3. L'exploitant déclare qu'un autre stock de produits absorbant est présent dans le hall 2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet